

IAA-PRE
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 26/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



ENTREMONT ALLIANCE

25 FAUBOURG DES BALMETTES
74000 ANNECY

Code AIOT : 0005500070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2022 dans l'établissement ENTREMONT ALLIANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE DE BELLEVUE 22200 ST AGATHON. L'inspection a été annoncée le 01/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREMONT ALLIANCE
- ZONE INDUSTRIELLE DE BELLEVUE 22200 ST AGATHON
- Code AIOT : 0005500070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement ENTREMONT est une usine collecte lait et de transformation du lait en fromages.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de l'Arrêté préfectoral sécheresse et Arrêté préfectoral d'exploitation au titre des ICPE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 3 | Prélèvement et consommation d'eau | Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 12 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Prélèvement journalier ou hebdomadaire | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 | / | Sans objet |
| 4 | Consommation d'eau : Respect arrêté sécheresse en vigueur | Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 13 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever des consommations d'eau du réseau qui ne sont pas celles prévues à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Dans le contexte de sécheresse du moment, la non-conformité est majeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement journalier ou hebdomadaire

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau : Prélèvement journalier ou hebdomadaire |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Art. 15 AM 02/02/1998 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant tient un registre des consommations dont le relevé est quotidien. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Prélèvement et consommation d'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre les incendies ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Eau souterraine : 300 000 m ³ Réseau d'eau potable : 480 000 m ³ Soit un total de 780 000 m ³ |
| Constats : La consommation d'eau globale selon les données recueillies auprès de l'exploitant sont les suivantes : 2020 : 1 059 812 m ³ 2021 : 968 552 m ³ Le prélèvement sur le réseau est de 747 000 m ³ et de 221 000 m ³ en provenance des forages. Le prélèvement sur le réseau est 55 % supérieur à celui autorisé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 12mois |

N° 4 : Consommation d'eau : Respect arrêté sécheresse en vigueur

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 13 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect des restrictions imposées par l'arrêté sécheresse en vigueur |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Article 2 : Réduction impérative de 25 % et un objectif de 40 % de réduction de la consommation moyenne. Ou L'industriel peut démontrer que ses besoins en eau ont été réduits au maximum. |
| Constats : Un plan de réduction à horizon 2023 est présenté par l'exploitant, ce dernier n'a pas fait l'objet d'une validation par l'inspection des installations classées dans les 5 années qui précèdent. Sur la base des moyennes consommées sur les 5 dernières années, l'exploitant a réalisé une baisse de 15,12 % des prélèvements en eau depuis la semaine 28. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |